



# RAPPORT D'ACTIVITÉ

## ANNÉE 2025



**JEAN PISANI-FERRY**

Président



**BENOIT LEGUET**

Directeur général

## ■ 10 ANS DÉJÀ...

...et le plus difficile commence. Une décennie après l'Accord de Paris, I4CE a fêté ses dix ans avec ses partenaires et amis. Une étape qui appelle à la lucidité, à l'heure où la volatilité géopolitique rebat les cartes. 2025 a été l'occasion de rappeler notre raison d'être : promouvoir la transition vers une économie décarbonée.

L'année écoulée a confirmé à quel point cette mission est nécessaire. La contrainte budgétaire s'est durcie, le débat public s'est polarisé, et les impacts du changement climatique ont continué de rendre le coût du retard plus tangible. D'autant que la transition doit désormais être envisagée comme contribuant à notre sécurité, à notre souveraineté et à la compétitivité de notre économie. Dans ce contexte, l'ambition ne suffit plus. Il faut planifier dans la durée et rendre les trajectoires lisibles, finançables et socialement tenables.

I4CE a tenu sa ligne. L'Institut a continué à chiffrer les besoins d'investissement, à articuler climat et finances publiques, et à éclairer les

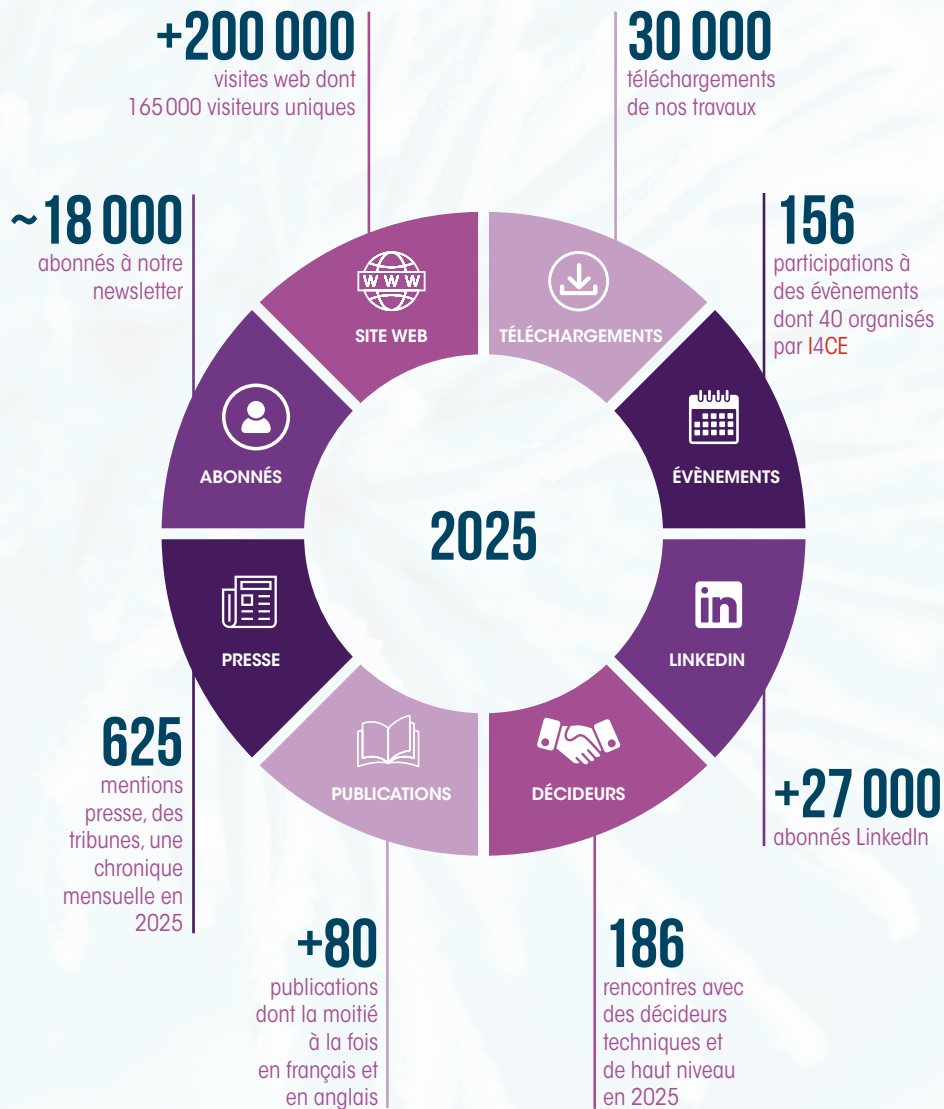
décisions à toutes les échelles. En 2025, nos travaux ont contribué à alimenter les arbitrages de l'État, à accompagner les collectivités locales dans leurs décisions de mandat, et à nourrir les débats européens et internationaux, sur l'adaptation ou encore sur le rôle des banques publiques de développement. Nous sommes fiers du travail accompli. Cette réussite suscite des attentes, et elle nous oblige.

En 2026, dans un contexte politique incertain et face à la prégnance de la contrainte budgétaire, notre priorité est claire : aider à passer plus systématiquement du diagnostic à la mise en œuvre. Cela suppose de dépenser mieux, de faire beaucoup en ciblant mieux l'argent public, et développer les alliances pour embarquer plus largement les acteurs publics et privés, afin de rendre la transition plus efficace, plus juste et donc plus crédible.

# AVANT-PROPOS



# I4CE EN BREF



«I4CE rend possible un vrai débat apaisé sur les solutions.»  
Alexis MASSE, Directeur de la stratégie de GRDF

«I4CE est un aiguillon impartial entre pouvoirs publics et entreprises.»  
Olivier SICHEL, Directeur Général du Groupe Caisse des Dépôts

L'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) est un think tank indépendant à but non lucratif, qui met l'analyse économique au service de l'action climatique.

Nous œuvrons à traduire les objectifs climatiques en politiques publiques et en choix économiques concrets : définir des priorités, orienter les investissements et concevoir des stratégies, afin de réduire notre dépendance aux énergies fossiles et nous adapter.

Nos travaux visent à identifier les leviers de la transition, éclairer le débat public sur les besoins d'investissement et guider des décisions à la hauteur des enjeux climatiques. Ils s'appuient sur un dialogue constant avec celles et ceux qui conçoivent, financent et mettent en œuvre l'action climatique – des collectivités locales à l'État, de l'échelle européenne aux cadres internationaux ; ainsi que les entreprises.

Fondée sur la rigueur scientifique, l'indépendance et la transparence, notre expertise contribue à renforcer l'efficacité, l'efficience et l'équité des politiques climatiques.

I4CE est une association d'intérêt général, créée en 2015 par la Caisse des Dépôts et l'Agence française de développement.



**AMÉLIE FRITZ**  
Responsable communication et relations presse



**SACHA PORÉE**  
Chargée de communication Réseaux sociaux et web



**MARINE CATRICE**  
Office Manager



**DORTHE NIELSEN**  
Directrice de l'engagement stratégique



# UN LIEN PRIVILÉGIÉ AVEC LES DÉCIDEURS



Marc Ferracci, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana aux dix ans d'I4CE.

*I4CE est reconnu pour son expertise, et régulièrement sollicité pour appuyer la décision publique : contributions, auditions et échanges de travail au fil des séquences d'arbitrage :*

- 186 rencontres avec des décideurs techniques et de haut niveau en 2025, dont 37 avec des ministres, commissaires européens ou leur cabinet.
- 17 auditions, notamment par la commission des Finances de l'Assemblée Nationale dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2026.
- Des consultations régulières dans le cadre de travaux prospectifs et stratégies nationales (SPAFTE, SNBC, PNACC,...)

*Nous intervenons aussi dans les lieux de gouvernance où les orientations se construisent et se valident, aux niveaux national et européen, avec 104 interventions en 2025, incluant :*

*Enfin, nous alimentons le débat public en partageant ces analyses avec un large écosystème d'acteurs économiques, sociaux et académiques, afin d'en accélérer l'appropriation et la mise en œuvre.*



# 10 ANS DÉJÀ

## NOS PARTENAIRES TÉMOIGNENT

À retrouver sur notre site : <https://www.i4ce.org/dix-ans-i4ce-partenaires-parlent-nous/>



**10 ANS - I4CE**

<https://www.youtube.com/watch?v=MnYzGWFHY0s>



**TERESA RIBERA**

Première vice-présidente exécutive de la Commission européenne, chargée d'une transition propre, juste et compétitive



**KURT VANDENBERGHE**

Directeur général de l'Action pour le climat, Commission européenne



**MÉLANIE JODER**

Directrice du Budget, ministère de l'Économie et des Finances



**CHRISTOPHE BÉCHU**

Ancien ministre, Maire d'Angers, Président d'Angers Loire Métropole



**OLIVIER SICHEL**

Directeur général du groupe Caisse des Dépôts



**SYLVAIN WASERMAN**

Président-directeur général de l'ADEME



**LAURENCE POIRIER-DIETZ**

Directrice générale GRDF



**JEAN-PIERRE FARANDOU**

Président du groupe SNCF

# GOUVERNANCE

*I4CE est une association d'intérêt général, à but non lucratif, fondée par la Caisse des Dépôts et l'Agence française de développement. Son Conseil d'Administration est composé de 11 administrateurs et présidé par Jean Pisani-Ferry.*

## ■ CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUREAU



**Jean PISANI-FERRY**

Président du Conseil d'Administration –  
Personnalité qualifiée – Économiste,  
Professeur à Sciences Po/Bruegel,  
Bruxelles/PIIE, Washington DC



**Nathalie TUBIANA**

Secrétaire – Directrice des  
finances et de la politique durable  
du Groupe Caisse des Dépôts



**Jean-Michel BEACCO**

Trésorier – Directeur Général Institut  
Louis Bachelier (ILB),  
Professeur Associé Université Paris  
Dauphine



**Jean BOISSINOT**

Directeur, Étude et analyse des risques  
(ACPR) – Personnalité qualifiée



**Audrey ROJKOFF**

Directrice de la division Climat et  
Nature, Agence française de dévelop-  
pement (AFD)



**Baptiste PERRISSIN-FABERT**

Directeur Général Délégué, ADEME



**Michel-François DELANNOY**

Directeur département Appui  
aux Territoires, Groupe Caisse  
des Dépôts



**Morgan DESPRÉS**

Directeur exécutif en charge de la finance  
climatique internationale, la nature et l'éco-  
nomie, *European Climate Foundation* (ECF)



**Stéphane HALLEGATTE**

Conseiller senior sur le change-  
ment climatique, Banque mondiale



**Frauke THIES**

Directrice exécutive,  
*Agora Energiewende*



**Heather GRABBE**

Chercheuse senior, Bruegel

## ■ COMITÉ DE DIRECTION



**Benoît LEGUET**

Directeur général



**Damien DEMAILLY**

Directeur adjoint



**Simon MORBOIS**

Directeur administratif et financier



**Dorthe NIELSEN**

Directrice de l'engagement stratégique



**Timothé POISSONNEAU**

Conseiller du Directeur général

# BUDGET

Dans un contexte de croissance budgétaire maîtrisée et de diversification de nos sources de financement, le budget d'I4CE poursuit sa progression en 2025 : celui-ci est projeté à 5,1 M€.

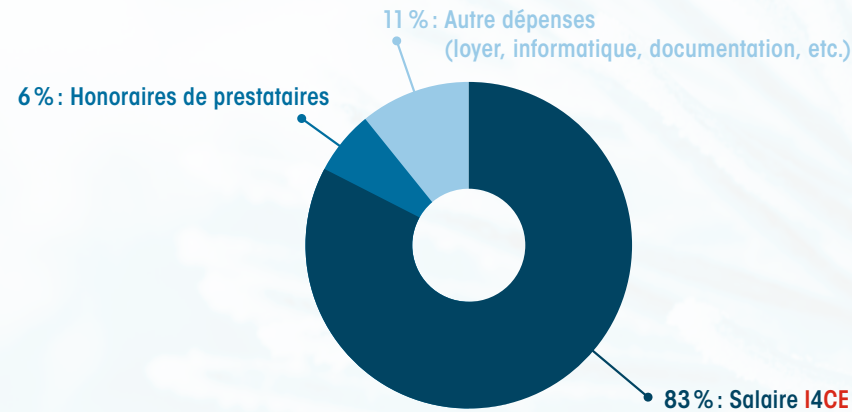
Les dépenses reflètent ce choix de production d'expertise « en interne » : 83 % des charges financent l'équipe I4CE (experts, administration, communication, direction), tandis que 11 % couvrent les frais de fonctionnement et 6 % les prestations externes.

Près de 34 % des financements d'I4CE proviennent de « core-funder », notamment la Caisse des Dépôts, qui soutiennent l'activité de l'Institut dans son ensemble : leurs financements ne vont pas à des projets spécifiques. Ce financement nous est précieux, puisqu'il permet à l'Institut de prendre des risques pour développer de nouvelles activités et lancer des projets innovants, et plus généralement lui donne une grande liberté dans le choix de ses projets de recherche. Il permet également à l'Institut de prendre le temps de bien valoriser ses travaux.

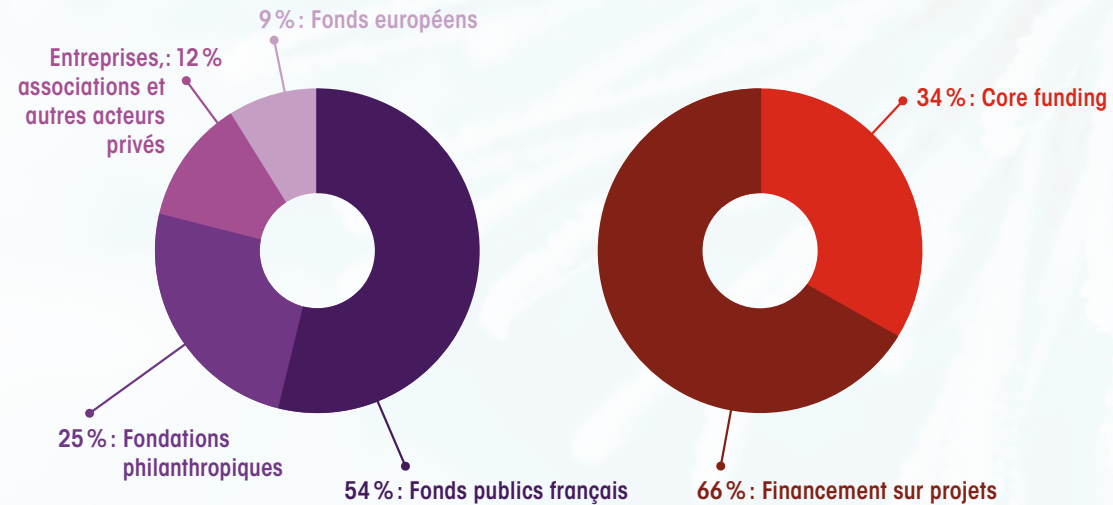
En plus de ce core-funding, I4CE bénéficie de financements sur projets, c'est-à-dire ciblés sur des sujets spécifiques. Une grande partie des financeurs sur projets s'inscrivent dans la durée et collaborent avec I4CE depuis des années, ce qui donne à l'Institut de la visibilité sur ses financements et permet de construire avec les financeurs une relation de confiance.

Chez I4CE, nous misons sur l'indépendance de notre production : nous ne répondons que rarement à des appels d'offre, et seulement lorsque ceux-ci sont alignés avec nos priorités. Enfin, les financeurs ne définissent pas le programme de travail et ne valident pas les publications.

## STRUCTURE DES DÉPENSES



## STRUCTURE DES RESSOURCES



**MALIKA BOUMAZA**  
Responsable partenariats



**PAULINE GAZILHOU-STURZEL**  
Gestionnaire financier et administratif RH



**MARINE CATRICE**  
Office Manager



**MARINE CATRICE**  
Directeur administratif et financier

# +42%

Les investissements en faveur de la décarbonation portés par les collectivités locales ont augmenté de +42% depuis 2017. Cependant, cette dynamique marque le pas en fin de mandat municipal.

## ■ CONCILIER AMBITION CLIMATIQUE ET ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE, LE DÉFI DES PROCHAINS MAIRES

En 2025, I4CE a outillé les collectivités pour transformer l'ambition climat en décisions budgétaires, dans la continuité de ses travaux sur le financement de l'action climatique locale. Nous avons publié la méthode « PPI aligné climat », coconstruite et testée avec des collectivités volontaires, pour identifier les besoins d'investissement, les chiffrer et les intégrer au plan pluriannuel d'investissement du mandat.

Déclinée en guide méthodologique et en fiches techniques sectorielles, la démarche propose un cadre opérationnel pas à pas visant à permettre aux collectivités locales d'évaluer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de leur plan climat, et de transformer leurs objectifs sectoriels en programmation des investissements. En rapprochant services climat et finances, l'outil facilite un dialogue d'arbitrage entre priorités, calendrier, trajectoire d'endettement et soutenabilité, et peut s'articuler avec les démarches de budget vert/annexe verte pour éclairer les choix budgétaires.

Cette année, I4CE a également travaillé sur la caractérisation et la quantification des dépenses des collectivités locales défavorables au climat, aussi appelées « dépenses brunes », à travers une première revue nationale et inédite de ces dépenses.

# COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



François Thomazeau, directeur de programme, aux rencontres « FLAME 2025 », organisées par la Fédération des Agences Locales de l'Énergie et du Climat.



AURORE COLIN

Chercheuse – Collectivités locales



LAURA-LOU DE JESUS

Chargée de recherche – Collectivités, finances locales



AXEL ERBA

Chargé de recherche – Collectivités, finances locales



MARION FETET

Chercheuse – Collectivités, finances locales, Budget vert



François THOMAZEAU

Directeur de programme – Collectivités et Adaptation au changement climatique

# 1,7 MILLIARD

... d'euros de dépenses publiques en France sont en 2025 directement dédiées à l'adaptation.

# ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

## ■ +4 °C MAIS COMBIEN D'EUROS ?

Ces 1,7 milliard ne représente en réalité que la partie immergée de l'iceberg. En effet, plusieurs dizaines de milliards d'euros contribuent à l'adaptation en finançant des politiques publiques (d'immobilier, de mobilité, de neutralité carbone, d'aménagement, de santé etc.) qui prennent de mieux en mieux en compte l'évolution du contexte climatique.

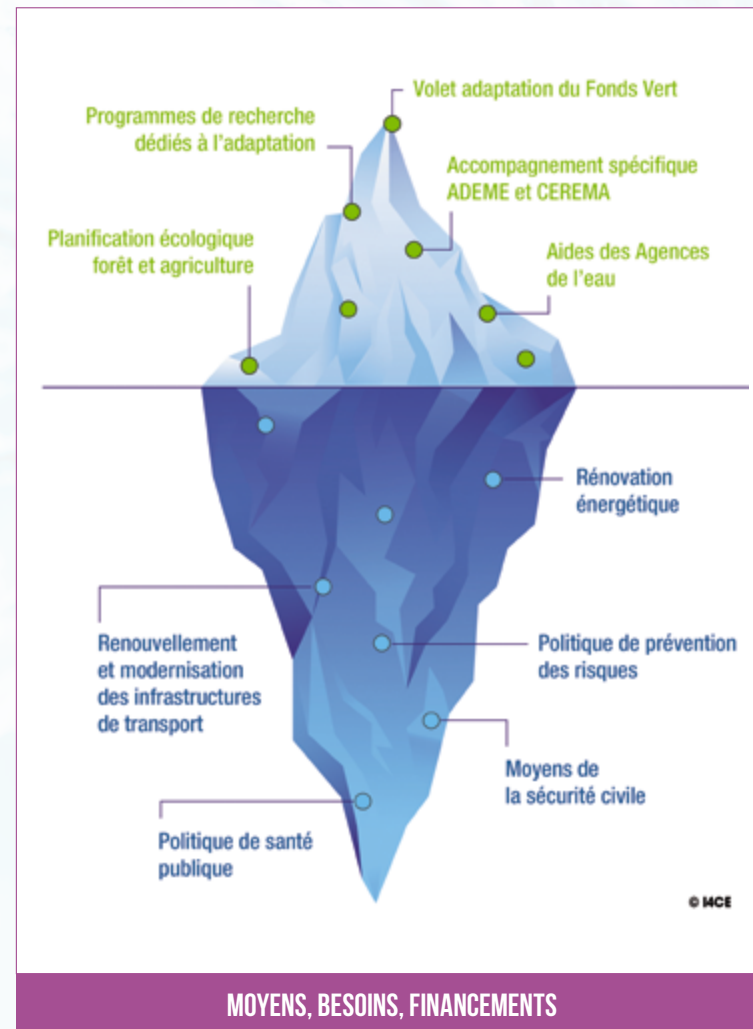
2025 a marqué le début de la mise en œuvre du Troisième Plan national d'adaptation au changement climatique. Après avoir contribué aux débats sur son élaboration, I4CE a poursuivi ses travaux sur les moyens pour l'adaptation en proposant une vision d'ensemble des financements nationaux contribuant à cet objectif, ainsi que des besoins restant à couvrir dans une quinzaine de domaines d'action publique.

Nos résultats mettent en évidence une dynamique d'adaptation en nette progression ces dernières années, mais fragilisée par le contexte budgétaire en 2025.

Il y a pourtant des besoins additionnels incontournables, communs à toutes les trajectoires d'adaptation : renforcer les capacités d'accompagnement et d'ingénierie, poursuivre l'intégration d'un « réflexe adaptation » dans les investissements existants et se préparer à réagir mieux aux crises. Ils mettent également en lumière des

choix structurants qui restent à opérer, dépendant d'arbitrages politiques encore ouverts sur ce qu'il convient de préserver ou de transformer.

La question qui suit est celle du financement de ces actions d'adaptation. Nous avons proposé un état des lieux des débats en cours et souligné la nécessité d'explorer des leviers au-delà du seul financement public. Une première incursion a été menée à travers une étude sur le rôle des banques et des assurances dans l'adaptation de l'immobilier, prélude à des travaux plus approfondis en 2026.



**DR. VIVIAN DEPOUES**

Responsable thématique – Adaptation au changement climatique



**GUILLAUME DOLQUES**

Chercheur – Adaptation au changement climatique



**ROMAIN HUBERT**

Chercheur – Risques climat, Acteurs financiers et adaptation



**FRANÇOIS THOMAZEAU**

Directeur de programme – Collectivités et Adaptation au changement climatique

# -15 000 €

*Le reste à charge pour la rénovation performante d'une maison au fioul pour un ménage de la classe moyenne inférieure a baissé de 15 000 € en 10 ans.*

## ■ RENDRE LA TRANSITION ACCESSIBLE À TOUS

Pour être acceptées par les ménages, les politiques climatiques doivent leur donner accès aux solutions de transition (voiture électrique, transports en commun, isolation du logement, changement de chauffage, etc.). Depuis 2023, nous suivons donc l'évolution des conditions d'accès aux solutions de transition, et affinons au fur et à mesure notre compréhension des freins rencontrés, avec pour objectif une meilleure prise en compte de l'hétérogénéité des ménages dans l'élaboration des politiques publiques.

En 2025, nous avons publié une nouvelle édition de notre Observatoire des conditions d'accès à la transition écologique pour les ménages, en nous concentrant cette fois sur les classes moyennes, au cœur du débat politique. Nous avons inclus une perspective historique, afin d'identifier les facteurs qui ont amélioré – ou détérioré – l'accessibilité des solutions de transition sur les dernières années. Nos analyses, reprises dans le rapport public de la Cour des comptes sur la transition écologique, ont montré que les progrès récents résultent surtout de l'augmentation des aides et ont à l'inverse été freinés par la hausse du coût des solutions. Nous continuerons d'explorer ces questions dans l'édition 2026 de l'Observatoire.

Dans le prolongement de ces sujets, nous lancerons également en 2026 un projet exploratoire sur l'accès aux solutions d'adaptation pour les ménages, en prenant en compte les caractéristiques qui les rendent plus ou moins exposés et vulnérables aux impacts du changement climatique.

# L'ACCESSIBILITÉ DE LA TRANSITION POUR LES MÉNAGES



**CHARLOTTE VAILLES**  
Chercheuse – Financement de la transition juste



**SIRINE OUSACI**  
Chargée de recherche – Financement de la transition juste



**LOUISE KESSLER**  
Directrice de programme – Outils de pilotage, Financement de la transition



Louise Kessler, Directrice de programme – Outils de pilotage, Financement de la transition à Strategic perspectives.

# 102 MILLIARDS

*Pour la première fois en dix ans hors crise sanitaire, les investissements climat recensés dans le Panorama d'ICE ont reculé pour s'établir à 102 milliards d'euros...*

# INVESTISSEMENT CLIMAT

## RALLUMER LES MOTEURS DE L'INVESTISSEMENT CLIMAT

... nos analyses attribuent cette baisse préoccupante à des difficultés conjoncturelles, mais aussi à des revers dans les budgets publics et dans la réglementation.

Pourtant, réduire les émissions reste une nécessité planétaire, sortir des énergies fossiles un impératif pour notre indépendance, et investir en faveur du climat une opportunité économique pour le pays. Ces constats, issus de l'édition 2025 de notre Panorama des financements climat, ont été repris l'an dernier par les pouvoirs publics dans leur stratégie bas-carbone, dans leur stratégie de financement pluriannuelle, ou encore dans le nouveau rapport public thématique de la Cour des Comptes.

En 2026, il s'agit de rallumer les moteurs de l'investissement climat. Leur zone de pertinence économique s'élargit, alimentée par l'innovation technique, par les bénéfices des énergies renouvelables déployées à l'échelle planétaire, par la diffusion de modes de vie sobres en énergie et en carbone. Un espace à baliser par l'action publique et à sécuriser par l'accès aux financements publics et privés.

La série des investissements climat a été reconnue d'intérêt général en 2025 par l'Autorité de la statistique publique.

Maxime Ledez, Chercheur – Panorama des financements climat, Bâtiments à Bâtir pour le climat le 2 décembre 2025.



MAÏA DOUILLET

Chercheuse – Panorama des financements climat, Transports



MAXIME LEDEZ

Chercheur – Panorama des financements climat, Bâtiments



HADRIEN HAINAUT

Directeur de programme – Investissements climat, transition énergétique et prospective

## ARTICULER LES LEVIERS DE TRANSITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES JUSQU'AU CONSOMMATEUR

En 2025, I4CE a poursuivi ses travaux pour relier enjeux climatiques, soutenabilité économique des exploitations et évolution de la demande alimentaire. Dans un secteur où les leviers sont diffus (pratiques agricoles, transformation, distribution, comportements), l'enjeu est d'identifier des trajectoires crédibles et les instruments capables de les rendre socialement acceptables.

I4CE a publié cette année, en collaboration avec l'Iddri, le scénario TRAMe2035 sur l'évolution des régimes alimentaires des ménages à horizon 2035. En partant de pratiques réelles et des contraintes sociales, il met en évidence les leviers d'action sur les « environnements alimentaires » (prix, offre, information, normes, restauration, etc.) pour rendre une alimentation plus saine et moins émettrice accessible à tous. Nous avons aussi publié l'étude « Le Label Bas-Carbone : quel bilan après 6 ans d'existence ? », qui dresse un état des lieux des projets agricoles et forestiers, de leur robustesse et des pistes d'amélioration du dispositif.

## FORÊT-BOIS : DES SOUTIENS PUBLICS SOUS TENSION, DES PRIORITÉS À DÉFINIR

En 2025, I4CE a approfondi l'analyse des conditions de financement d'une forêt résiliente et utile aux objectifs climatiques, dans un contexte de dépérissement accru et de besoins d'investissement élevés sur le temps long. Face à des dispositifs multiples et parfois difficiles à articuler, la priorité est de maximiser l'impact climatique de chaque euro engagé et de mieux cibler les actions.

Notre rapport « Financer le renouvellement de la forêt » compare les principaux financements publics et le Label Bas-Carbone, met en regard montants et surfaces engagées, et formule des recommandations opérationnelles : prioriser les actions « sans regrets », mieux préserver le carbone des sols, et faciliter l'articulation et le co-financement entre dispositifs.



# AGRICULTURE ET FORÊT

Lucile Rogissart modérant le débat « Quelles ambitions pour la transition du secteur agricole », lors de la plénière de Time to Change le 26 mars 2026.

Visite du projet de reboisement Label Bas Carbone post-incendie de la forêt de La Teste-de-Buch.



**JULIA GRIMAULT**  
Directrice de programme – Agriculture et Forêt



**LUCILE ROGISSART**  
Chercheuse – Financement de la transition agricole, Alimentation



**Océane LE PIERRÈS**  
Chercheuse – Filière forêt-bois, Usages du bois



**CLOTHILDE TRONQUET**  
Chercheuse – Carbon farming, Marchés carbone, Clubs Agriculture et Forêt



**OLIA TAYEB CHERIF**  
Chercheuse – Financement de la transition agricole



**SIMON MARTEL**  
Chercheur – Certification carbone, Forêt, Carbon farming



**MARIA SIEFERT**  
Chargée de recherche – Alimentation

# ET POUR LA SUITE ? EN FRANCE TENIR LE CAP QUAND LA VOIE DE PASSAGE SE RÉTRÉCIT

*En 2026, la transition climatique en France devra faire face à trois contraintes majeures : des finances publiques dégradées, une instabilité politique durable et une polarisation croissante qui cantonne la planification écologique à un sujet technocratique. Pour autant, des marges de progression existent autour de thèmes fédérateurs – adaptation, accessibilité des équipements, souveraineté économique et pouvoir d’achat – et nos atouts plaident pour une accélération de l’électrification des usages.*

Dans ce contexte, I4CE entend contribuer à maintenir une trajectoire crédible.

Il s’agira de mettre en avant les bénéfices économiques et stratégiques de l’investissement climat, tout en identifiant des voies de financement compatibles avec la responsabilité budgétaire, à travers de nouveaux travaux sur des scénarios de financement.

L’accessibilité sera analysée sous l’angle de la hausse du coût des équipements, à travers l’identification des leviers d’action publique et le lancement d’un chantier exploratoire sur l’accès des ménages aux solutions d’adaptation.

À l’échelle locale, l’enjeu sera de soutenir l’alignement des programmations d’investissement des collectivités avec les objectifs de neutralité carbone et d’adaptation, en cohérence avec leurs financements, et à l’aune des nouveaux mandats municipaux.

Nos travaux préciseront par ailleurs les besoins et instruments d’investissement pour la réindustrialisation décarbonée.

Enfin, nous contribuerons aux débats sur le financement de la transition agricole et analyserons les soutiens à la filière forêt-bois afin d’en renforcer l’impact climatique.

François Thomazeau, Directeur de programme – Collectivités et Adaptation au changement climatique, intervenant au conseil de Paris le 5 mai 2025, « La neutralité carbone à Paris : combien ça coûte, combien ça rapporte ? ».

# +344 MILLIARDS

L'Union européenne doit mobiliser 344 milliards d'euros d'investissements supplémentaires chaque année d'ici 2030 pour tenir ses objectifs climatiques.

# INVESTISSEMENTS CLIMAT EUROPÉENS

## ■ À MI-CHEMIN VERS 2030, L'EUROPE DOIT BOOSTER SES INVESTISSEMENTS CLIMAT

Dans un contexte géopolitique en mutation, l'Europe dispose d'une opportunité unique de conjuguer action climatique et compétitivité industrielle. Cet objectif ne pourra être atteint que si les ambitions de décarbonation s'accompagnent d'un véritable sursaut d'investissement.

Les travaux d'I4CE sur l'État des lieux des investissements climat propose un tour d'horizon des investissements dans la transition climatique. Des progrès ont été réalisés, mais l'écart reste important. En 2023, les investissements climat dans l'UE ont atteint 498 milliards d'euros, loin des 842 milliards nécessaires chaque année pour respecter les objectifs de 2030, laissant un déficit de 344 milliards d'euros. I4CE compte continuer d'alimenter le débat sur le besoin d'un plan d'investissement longue terme pour mobiliser les financements pour la transition en Europe.

En 2026, la révision du règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action climatique peut contribuer à mieux structurer la planification et le financement des investissements climat. La Commission européenne souhaite faire des Plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat (PNEC) un outil plus opérationnel pour assurer la mise en œuvre. I4CE proposera des outils pour aider les États membres à bâtir des stratégies pluriannuelles de financement, afin d'atteindre les objectifs et appliquer les réglementations climat adoptés.

Côté finances privées, 2025 a été une année difficile pour le cadre réglementaire (CSRD, CSDDD, plans de transition), victime des débats de simplification. Dans le même temps, le chantier de la planification de la transition des banques s'est poursuivi. I4CE a contribué à renforcer la crédibilité des plans de transition prudentiels (notamment sur les risques d'actifs échoués) et a réuni, lors d'un atelier à huis clos, plus de vingt banques centrales et superviseurs européens pour promouvoir une supervision plus proactive.



CAROLINE HENRY

Chargée de recherche –  
Programme Europe



CLARA CALIPEL

Chercheuse – Investissements climat  
européens



NATASHA CHAUDHARY

Chercheuse – Secteur finance  
privé, Réglementation financière



DORTHE NIELSEN

Directrice de  
l'engagement stratégique



Teresa Ribeira, vice-présidente de la Commission Européenne, intervenant lors de la conférence d'I4CE: « Investing in Europe's climate transition », le 3 juin 2025.

# -35 %

Depuis le pic de 2021, les investissements dans les projets cleantech européens de grande ampleur ont reculé de 35 %.

## ■ L'EUROPE MET À JOUR SA POLITIQUE INDUSTRIELLE À L'HEURE DU CLEAN INDUSTRIAL DEAL

En 2025, l'UE est passée du diagnostic de ses défis de compétitivité à l'action, avec le lancement du *Clean Industrial Deal*. Si le processus législatif est resté largement en phase préparatoire, I4CE a mis en avant une question centrale pour la politique industrielle verte : quelles technologies sont stratégiques pour l'Union et doivent être prioritaires dans l'usage des soutiens publics ?

Prendre ces décisions à l'échelle européenne est un exercice exigeant. Dans son rapport marquant de 2024, Mario Draghi a proposé un « outil de coordination de la compétitivité » comme cadre de gouvernance, que la Commission s'est engagée à lancer dans le cadre de la boussole de compétitivité au début de 2025. Cette démarche s'avère complexe, car la politique industrielle est un sujet politiquement sensible et les États membres sont réticents à centraliser les efforts ; il est donc crucial de trouver le juste équilibre en matière de gouvernance européenne. Pour contribuer à la conception de cet outil, I4CE a publié un rapport proposant une méthodologie de priorisation sectorielle, à la suite d'échanges avec la Commission européenne, dont son vice-président exécutif Stéphane Séjourné.

Parallèlement à ce volet de travail sur la gouvernance, I4CE a poursuivi ses activités avec d'autres organisations européennes du secteur des technologies propres via l'Innovation Hub, assurant un leadership stratégique et s'engageant conjointement sur les éléments clés du Pacte industriel propre (*Clean Industrial Deal*) et du prochain budget de l'UE. Le Hub, réunissant plus que 40 organisations européennes, a maintenu une forte dynamique dans ses activités de partage d'expertise et DE valorisation par le BIAIS DE communications communes et de nombreuses réunions avec des décideurs politiques.

# TECHNOLOGIES VERTES



**CIARÁN HUMPHREYS**

Chercheur – Technologies vertes,  
Financement de l'innovation climat



**ELENA SCHNEIDER**

Chargée de recherche –  
Technologies vertes, Programme Europe



**NATASHA CHAUDHARY**

Chercheuse – Secteur finance  
privé, Réglementation financière



**DORTHE NIELSEN**

Directrice de  
l'engagement stratégique



**LOUISE KESSLER**

Directrice de programme – Outils de  
piloteage, Financement de la transition

# 40% vs 0%

En France, au moins 40% de la demande de crédits du Label bas-carbone vient de la compensation réglementaire des vols domestiques ; à l'échelle européenne, aucune demande réglementaire n'est prévue à ce stade pour soutenir les projets certifiés par le CRCF.

## UN CADRE DE CERTIFICATION PRESQUE OPÉRATIONNEL, DES FINANCEMENTS QUI RESTENT À STRUCTURER

Alors que l'UE s'efforce de trouver des outils efficaces pour la transition dans les secteurs agricole et forestier, l'expérience et les recommandations d'I4CE en matière de certification soutiennent les développements et clarifient les points de vigilance liés à l'absence de mesures réglementaires. Nos travaux de 2025 ont permis d'apporter des recommandations sur l'opérationnalisation du cadre de certification carbone européen (CRCF), en promouvant un équilibre entre robustesse scientifique et accessibilité pour les acteurs. Les retours d'expérience français sur le Label Bas-Carbone ont notamment alimenté nos contributions au groupe d'experts du CRCF, animé par la Commission européenne.

I4CE a aussi joué le rôle de facilitateur entre les parties prenantes des filières agricole et forestière lors du Carbon Farming Summit européen ou encore à travers des groupes de travail sur la forêt dans le cadre du projet INFORMA.

L'expertise d'I4CE sur la certification carbone et les marchés carbone volontaires et réglementaires a également été partagée auprès d'acteurs de terrain, comme des conseillers agricoles français et européens dans le cadre des projets Life Carbon Farming, Climate Farm Demo ou encore CARMINA.

L'année 2026 sera tournée vers le financement des projets de *carbon farming*. Nous analyserons les « primes filières » qui se développent le long des chaînes de valeur agricoles et agro-industrielles : en France, avec le projet CARMINA ; et en Europe avec le projet CAFAMORE, qui prévoit une cartographie du marché du *carbon farming*.

# LA CERTIFICATION CARBONE EUROPÉENNE



**CORENTIN KHOSROVANEJAD**  
Chargé de recherche – Carbon farming



**SIMON MARTEL**  
Chercheur – Certification carbone, Forêt, Carbon farming



**CLOTHILDE TRONQUET**  
Chercheuse – Carbon farming, Marchés carbone, Clubs Agriculture et Forêt



**JULIA GRIMAULT**  
Directrice de programme – Agriculture et Forêt



I4CE est impliqué depuis 2024 dans l'organisation du sommet du carbon farming européen, ici à Dublin en 2025.

En 2026, l'UE garde son cap : la cible 2040 de -90 % d'émissions nettes est désormais inscrite dans la loi. Mais l'agenda immédiat se déplace vers la sécurité énergétique, la compétitivité et le commerce.

Les initiatives industrielles (*Clean Industrial Deal, Industrial Accelerator Act*) et les paquets de simplification accroissent l'incertitude, alors que les budgets publics sont contraints et que la finance privée est fortement sollicitée.

Les négociations du budget 2028-2034, que les dirigeants veulent conclure avant fin 2026, cadreront les priorités d'investissement. La Commission prépare aussi une révision de la gouvernance énergie-climat (attendue en 2026) pour faire des PNEC des feuilles de route davantage orientées investissement. L'adaptation monte dans l'agenda, avec des besoins estimés autour de 70 Md€ par an jusqu'en 2050.

Dans ce contexte, I4CE renforcera son suivi annuel de l'investissement climat et analysera le partage public-privé pour identifier des solutions au déficit d'investissement, en lien avec les PNEC. Nous analyserons la manière de prioriser les technologies cleantech et les conditions qui permettent de rendre les projets financiables, en particulier pour les entreprises en phase de passage à l'échelle, ainsi que les leviers européens susceptibles d'y répondre à l'occasion des révisions de l'ETS et du Fonds pour l'innovation. Nous étudierons enfin les financements du *carbon farming* (dont les « primes filières ») et les leviers de supervision pour orienter la finance privée vers l'économie réelle.

# ET POUR LA SUITE ? EN EUROPE DE "GREEN" À "CLEAN" : FAIRE ATTEINDRE L'AGENDA D'INVESTISSEMENT



Dorthe Nielsen, directrice de l'engagement stratégique, modérant un débat au Parlement européen sur le cadre financier pluriannuel, « An EU Budget for a Stronger, Cleaner and More Sovereign Europe ».

# 18 MINISTÈRES DES FINANCES

... avec lesquels nous avons échangé et collaboré sur l'élaboration de plans de financement et d'outils de mise en œuvre de la transition.

## RENFORCER L'ACTION NATIONALE DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE DÉFAVORABLE

En 2025, dans un contexte géopolitique et économique défavorable à l'action climatique internationale, I4CE a concentré ses efforts sur le développement d'outils et d'espaces d'apprentissage entre pairs pour soutenir la mise en œuvre de la transition au niveau national.

Nous avons collaboré avec divers acteurs sur l'élaboration de stratégies de financement nationales, coorganisé un échange Sud-Sud réunissant des représentants de ministères des finances d'Amérique latine et d'Afrique, et dispensé une formation sur ce thème à l'AFD. En tant que co-responsables du groupe de travail sur le financement du réseau international de think tanks INETTT, nous avons également entrepris un travail de coordination et de renforcement des capacités.

En amont de la COP30, qui s'est tenue à Belém, et qui se devait d'être un tournant pour la mise en œuvre de la transition, nous avons publié plusieurs rapports, (estimations des besoins d'investissement des pays émergents et en développement, instruments de tarification du carbone et utilisation des revenus) et nous avons mené la coordination d'un processus avec des partenaires du G20 pour suivre, évaluer et renforcer les progrès accomplis en termes d'alignement des flux financiers avec les objectifs climatiques.

Enfin, nous avons co-organisé des side-events officiels et présenté nos travaux lors de plusieurs événements internationaux, dont la 4<sup>e</sup> Conférence internationale sur le financement du développement, la conférence Innovate4Climate et la COP30.

# FINANCEMENT DE LA TRANSITION À L'INTERNATIONAL



I4CE a animé un premier échange Sud-Sud afin d'encourager le partage d'expériences entre représentants de ministères des Finances d'Afrique et Amérique Latine à Addis Abeba.



**DIANA CÁRDENAS MONAR**

Chercheuse – Outils pour le financement de la transition à l'international



**LOUISE KESSLER**

Directrice de programme – Outils de pilotage, Financement de la transition



**SOLÈNE METAVER**

Chercheuse – Financement de la transition à l'international



**DR. SÉBASTIEN POSTIC**

Chercheur – Finances publiques, Développement

## ■ FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET DU CLIMAT : PASSER DE L'AMBITION À LA MISE EN ŒUVRE

En 2025, dans un contexte marqué par la contraction de l'aide publique au développement (APD) et par les débats sur la mise en œuvre du nouvel objectif de finance climat de \$300 milliards par an à l'horizon 2035, I4CE a concentré ses travaux sur les leviers opérationnels permettant d'accroître et de mieux orienter les financements climatiques vers les pays en développement.

Premièrement, nous avons mis en avant le rôle important de l'intermédiation financière – stratégie consistant à prêter à des acteurs financiers locaux plutôt que de financer directement des projets – dans le financement de la transition climatique et comparé les pratiques des bailleurs pour le verdissement des systèmes financiers locaux.

Deuxièmement, nous avons proposé, avec nos partenaires, des analyses et recommandations pour amplifier la contribution des banques publiques de développement (BPD) au financement de trajectoires de développement à faibles émissions et résilientes au changement climatique.

Enfin, dans un contexte de raréfaction des ressources budgétaires, nous avons étudié comment de nouvelles ressources telles que les contributions issues de taxes solidaires – sur les billets d'avion, les transactions financières, etc. – peuvent utilement compléter l'APD et contribuer au financement du développement et de l'action climatique.

Nous avons présenté nos résultats au sommet *Finance in Common* au Cap et lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement de Séville, qui a reconnu pour la première fois le rôle central des BPD. L'équipe a aussi organisé des événements en marge de la COP30 et lors de la première *Paris Climate and Nature Week*. Enfin, nous avons contribué, avec nos partenaires, à la formulation de recommandations pour les décideurs (G20, présidence brésilienne de la COP30).



# FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Participation à la première édition de la *Paris Climate and Nature Week* à travers un événement sur le financement efficace du climat et du développement.



Participation à la 5<sup>e</sup> édition du sommet *Finance in Common* (FICS) au Cap avec une session sur l'alignement des banques publiques de développement avec les objectifs de développement durable.



**BLANDINE ARVIS**

Chercheuse – Finance du développement



**GUILLAUME POTTIER**

Directeur de programme – Financement du développement et du climat



**SARAH BENDAOU**

Chercheuse – Financement du développement

# ET POUR LA SUITE ? À L'INTERNATIONAL DE LA PROMESSE À LA MISE EN ŒUVRE

*Dix ans après l'Accord de Paris, l'action climatique mondiale avance face à des vents contraires sur les plans géopolitique, macroéconomique et budgétaire : retrait des États-Unis des mécanismes multilatéraux sur le climat, forte baisse des budgets d'APD de nombreux bailleurs, ralentissement économique et tensions sur la dette de plusieurs pays en développement.*

Dans de nombreux pays, l'accès à une finance climat en qualité et quantité suffisante reste le principal verrou, alors même que l'ambition collective continue de croître. Ainsi, le nouvel objectif collectif de finance climat vise au moins 300 Mds\$ de transferts annuels vers les pays en développement d'ici 2035. La COP30 y a ajouté un nouvel objectif de triplement de la finance pour l'adaptation.

En 2026, I4CE concentrera donc ses efforts sur les enjeux de mise en œuvre à travers une double approche : d'une part, au niveau de l'offre, accélérer l'alignement des flux financiers publics sur les objectifs climatiques et accompagner leur montée en qualité ; d'autre part, au niveau de la demande, accompagner les pays bénéficiaires dans l'expression de leurs besoins et la structuration de plans de financement pour la transition.



Conférence du think tank Stratégic Perspective : « Investing in the net-Zero Transition ».

# MAINSTREAMING CLIMATE IN FINANCIAL INSTITUTIONS

En tant que Secrétariat de l'initiative **Mainstreaming Climate in Financial Institutions**, nous avons facilité le dialogue entre 58 institutions financières publiques et privées actives à la fois dans des pays développés et en développement, à travers neuf webinaires organisés dans l'année, et deux évènements à la COP. Ces échanges entre pairs organisés

tous les mois ont permis d'échanger analyses, outils et bonnes pratiques quant aux opportunités et défis opérationnels liés à l'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris, à la gestion des risques climatiques et à l'intégration de ces questions dans leurs organisations.

En 2025, l'initiative s'est élargie, accueillant quatre nouveaux membres (*National Mortgage Company of Armenia*, *Vivriti Capital*, Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin et UBCI).

## BANQUES MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT



## BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT AU SEIN DE L'OCDE



## BANQUES COMMERCIALES AU SEIN DE L'OCDE



## BANQUES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT



## BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT HORS OCDE



## BANQUES COMMERCIALES HORS OCDE



**BLANDINE ARVIS**  
Chercheuse – Finance du développement



**GUILLAUME POTTIER**  
Directeur de programme – Financement du développement et du climat



**SARAH BENDAOU**  
Chercheuse – Financement du développement

*Les Clubs Climat sont des réseaux de dialogue et de partage d'expertise dédiés au décryptage des enjeux climatiques pour l'agriculture et la forêt. Ils rassemblent 70 organisations : professionnels agricoles et forestiers, pouvoirs publics, monde de la recherche, entreprises et associations.*

Près de 15 ans après leur création, les Clubs Climat continuent de nous prouver une chose : l'action pour le climat continue d'engager et de rassembler les professionnels confrontés aux dérèglements climatiques et aux défis de la transition dans leur activité. Aussi dans un contexte politique de plus en plus polarisé sur les sujets climatiques en 2025, l'4CE a fait le choix de renforcer son action en faveur des Clubs Climat.

À travers 6 réunions et 2 dossiers d'analyse, nous avons décrypté les cadres et les outils économiques comme réglementaires à même d'accélérer la transformation des secteurs agricoles et forestiers, tout en maintenant la viabilité économique des filières. Parmi ces outils : la certification carbone. Les Clubs Climat ont de nouveau été un lieu d'échange privilégié pour faire avancer le Label Bas Carbone, qui a fêté ses 6 ans en 2025, et inspirer la construction du nouveau cadre de certification européen (CRCE). La dernière réunion ayant rassemblé une centaine de professionnels du secteur, fut en particulier l'occasion d'identifier des pistes pour renforcer le financement des projets bas-carbone en agriculture et en forêt.

# LES CLUBS CLIMAT

## 15 ANS D'ACTION



**VIOLETTE DE LA CROIX**

Responsable des Clubs Climat « Agriculture – Alimentation » et « Forêt – bois »



**CLOTHILDE TRONQUET**

Chercheuse – Carbon farming, Marchés carbone, Clubs Climat « Agriculture – Alimentation » et « Forêt – bois »

**CLUB  
CLIMAT**  
AGRICULTURE  
& ALIMENTATION

**CLUB  
CLIMAT**  
FORÊT  
& BOIS

# ILS NOUS SOUTIENNENT

## CORE FUNDER



## FINANCEURS SUR PROJET





**10** YEARS  
2015-2025

**I4CE** INSTITUTE FOR  
CLIMATE  
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et  
de l'Agence Française de Développement

Coordination et édition : Dorthe Nielsen, Amélie Fritz,  
Lucile Perronnelle, Sacha Porée, Timothé Poissonneau

Conception graphique : Vincent Abitane / Crédits photos :

© I4CE Tous droits réservés, © Shutterstock, © Vecteezy,  
© Unsplash, © Julian Hochgesang, © Fabrizio Conti,  
© Illes Cristi, © Guillaume Perigois, © Nicholas Doherty

I4CE est une association d'intérêt général,  
fondée par la Caisse des Dépôts et l'Agence française  
de développement en 2015.

[Notre bilan carbone et nos engagements pour le climat](#)  
sont révisés annuellement à travers notre plan d'action  
disponible sur notre site.